



## **DECLARATION LIMINAIRE CGT FINANCES CHS-CT DU 19 FEVRIER 2013**

C'est dans un contexte d'aggravation catastrophique des conditions de travail que s'ouvre cette séance plénière du CHS-CT. La note d'orientation ministérielle Santé Sécurité et Conditions de travail pour 2013 fait ressortir des augmentations entre 2010 et 2011 des situations de souffrance exprimée (9%), des situations de violences verbales et physiques (+42%) et des états d'épuisement professionnel déclarés (+43%). Dans cette même année, la RGPP a condamné des milliers d'emplois dans nos administrations.

La fusion des Impôts et du Trésor public, les réductions drastiques d'effectifs et le pilotage par indicateurs ont aggravé la souffrance au travail des agents et les tensions avec les usagers. Nous constatons des dégradations de la vie au travail après les réorganisations multiples à la tronçonneuse et les suppressions de milliers d'emplois sans diminution de la charge de travail. Nous vous le disons aujourd'hui puisqu'il s'agit de supprimer les causes des risques psychosociaux, stoppons immédiatement les suppressions d'emplois !

Comment ne pas voir que le traitement qu'on inflige aux agents aux Finances, comme à ceux d'autres secteurs, depuis des années, est d'une violence considérable :

- Suppressions d'emplois incessantes qui rendent les services exsangues entre la pression du management et les attentes des usagers comme les cas récurrents, entre autres, de Boissy, Vitry municipale, Villejuif SIP, Champigny. Et la liste s'est encore allongée avec Nogent SIE et la Trésorerie de Nord-Val-de-Bièvre, mais aussi la brigade Pistes aux Douanes d'Orly.
- Restructurations régressives permanentes dont le seul objectif est toujours et encore de réduire les coûts et de supprimer des emplois : l'affranchissement du courrier, la disparition de Trésoreries de proximité, l'abandon de missions entières au déni de la sécurité des usagers et pour le bonheur des fraudeurs, la concentration des services de Vérification, sans compter la démarche et le projet stratégiques qu'on nous prépare. En effet, sous couvert de dialogue social, on demande aux agents d'inventer les moyens de supprimer leur propre poste. En effet, sous couvert d'économies budgétaires, on fait rentrer l'austérité comme donnée normale de gestion administrative. On le voit bien, les réductions budgétaires ne font que multiplier les anomalies constatées par les ISST. Le Val-de-Marne n'est pas une exception : bien que l'Etat brade son patrimoine immobilier, le parc restant se délabre et les risques liés à ce délabrement augmentent de manière exponentielle.

Plus que jamais au-delà des mots, il est temps que les actes concrets suivent : un dialogue véritable doit s'instituer entre la direction locale et les représentants du personnel, d'abord sur les charges et les emplois, sur les conditions de réalisation des missions, mais aussi sur les risques psychosociaux et les conditions de vie au travail. Beaucoup de choses ont été dites dans le cadre des CHSCT, dans les espaces de dialogue, à l'occasion d'audiences avec les OS. Il y a aussi les faits et le ressenti qui remontent par les chefs de service, les instances de prévention, les services sociaux... Il faudra bien que l'on arrive à discuter et à réfléchir ensemble de ces souffrances et de ce mal-être largement partagé, sinon faudra-t-il un drame pour que l'on en parle et que votre responsabilité pénale soit engagée pour que vous écoutiez nos cris d'alarme ?

Or, nous avons l'impression que le dialogue social est un monologue. Malgré tous nos efforts pour construire de meilleures conditions de travail pour nos collègues, les obstacles que vous nous mettez en refusant de nous donner toutes les informations nécessaires à notre prise de décision, sont un frein à un dialogue constructif.

**Pour nous, les conditions de vie au travail sont une priorité !**